tent à conclure que le remboursement de ces 131 millions de dollars nous enlèverait d'un seul coup le cinquième de nos disponibilités en devises américaines. Si tel est le cas, et je le crois, l'adoption de la présente mesure ferait plus qu'autoriser le National Canadien à rembourser 200 millions de dollars; elle mettrait en jeu nos réserves de devises étrangères. J'estime donc qu'avant l'adoption du bill nous devrions savoir si le versement de cette somme aux Etats-Unis doit nous placer dans une situation critique en matière de change.

M. MUTCH: Un mot avant que l'adjoint parlementaire fournisse la réponse. Je constate qu'à la suite du présent débat il n'y a pas que dans mon esprit que règne la confusion. Il me semble que s'il importe à l'étude de la mesure de connaître nos disponibilités en devises américaines en regard de ce qu'elles étaient il y a trente ou soixante jours, le chiffre actuel de nos réserves en dollars américains importe peu pour ce qui est des remboursements à effectuer en 1949, 1950 ou 1951. La situation pourra changer du tout au tout d'ici là. D'ailleurs, n'est-il pas vrai que la mesure permet de rembourser ces sommes au moyen d'emprunts? Comme de larges tranches sont payables aux Etats-Unis, la mesure à l'étude nous interdit-elle d'agir comme nous l'avons fait si souvent par le passé, c'est-à-dire d'emprunter aux Etats-Unis pour racheter ces obligations?

M. SMITH (Calgary-Ouest): L'adjoint parlementaire a déjà dit que les emprunts se feraient au Canada.

M. HACKETT: Le ministre répondra sans doute à l'honorable député de Winnipeg-Sud que même si ces obligations n'arrivent à échéance que plusieurs années plus tard, on songe...

M. MUTCH: On ne saurait les rembourser avant 1949.

M. HACKETT: Ce n'est pas ce qu'à dit le ministre. Quelle est la date la plus rapprochée à laquelle les obligations sont rachetables?

M. MAYHEW: Celles des Etats-Unis le sont le 1er octobre 1949. Le Gouvernement ne songe pas cependant à liquider ces obligations à la hâte dès l'adoption de la mesure.

M. HACKETT: Ne peut-on les rembourser avant 1949?

M. MAYHEW: Pas avant 1949.

M. HARKNESS: Dans ce cas, pourquoi autoriserions-nous maintenant une avance de 200 millions de dollars? Peut-être le change des Etats-Unis nous sera-t-il très favorable

[M. Harkness.]

en 1949. Les circonstances peuvent être fort différentes. Je ne vois pas pourquoi nous voterions durant la première partie de 1947 des avances en vue du remboursement par anticipation d'obligations en 1949. Le Parlement se réunira au moins deux fois dans l'intervalle et il n'y a pas lieu de nous demander de voter maintenant cette somme à une fin que nous ignorons. Nous ne savons pas quelle sera la situation en 1949.

M. NICHOLSON: Je ne m'oppose pas à la mesure, bien entendu, mais je constate que les honorables députés qui siègent à ma droite ont beaucoup de difficulté à obtenir des renseignements. Sans invoquer le Règlement, je me demande si la mesure ne devrait pas être pilotée par un membre du cabinet.

M. MAYHEW: Je me demande quels renseignements l'honorable député désire, qu'il n'a pas obtenus.

M. NICHOLSON: Les honorables députés qui siègent à ma droite n'obtiennent pas facilement les renseignements demandés; j'estime qu'avant l'adoption de la mesure, le ministre des Finances ou le ministre des Transports devrait répondre aux questions posées. Ne pourrions-nous faire rapport de l'état du bill et reprendre la discussion à une séance ultérieure?

M. MAYHEW: Comme le ministre de la Justice est présent, il répondra, j'en suis sûr, plus nettement que je ne puis le faire. Je le prie donc de prendre la parole.

Le très hon. M. ILSLEY: Ce n'est pas moi qui pilote le bill. Je ne suis pas au courant des dispositions, mais j'ai suivi la discussion et, à mon sens, on a répondu à toutes les questions posées. Quelques renseignements demandés n'ont peut-être pas été fournis.

M. SMITH (Calgary-Ouest): Une disposition de la loi des chemins de fer ne prescrit-elle pas que lorsque le Parlement autorise certains emprunts ou l'émission d'obligations, par exemple, cela doit s'effectuer dans un certain délai? Mes souvenirs sont vagues mais il me semble que la loi des chemins de fer Nationaux du Canada ou quelque autre loi, contient une disposition où il est question du délai prévu pour la vente de ces titres.

Le très hon. M. ILSLEY: Je ne m'en souviens pas du tout, de sorte que je ne puis répondre à la question.

M. MAYHEW: Le présent bill ressemble à tous ceux adoptés depuis 1929. Le dernier a été adopté il y a quatre ans. Celui-ci est pratiquement identique au dernier que nous